

Faire l'Europe avec les Balkans

Conférence de Fatos Nano, Premier Ministre de la République d'Albanie,
prononcé à l'Ifri le 19 janvier 2005

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur d'être à l'Ifri, lieu d'excellence où la recherche sur le monde et ses développements multiples prend toute sa signification.

Ma présence ici et le dialogue que nous allons avoir ensemble est l'un des signes éloquentes des mutations positives en cours dans notre région. L'ouverture et le dialogue entre les cultures prouvent que nos sociétés sont plus mûres, plus communicatives, de plus en plus intégrées entre elles ce qui les rend de plus en plus « européennes ».

Regard sur les Balkans

« Poudrière » ou « Union de pays démocratiques intégrés entre eux dans une Europe Unie » ? Ce dilemme shakespearien auquel nos pays ont été confrontés depuis qu'ils se sont engagés dans la voie qui mène vers l'intégration - d'abord régionale, puis européenne - a finalement trouvé sa réponse. La situation dans les Balkans est arrivée à un point de non retour et personne ne peut désormais imaginer que les conflits du passé puissent refaire surface. Les peuples des Balkans ont tous fait leur choix : un choix unanime pour toute l'Europe Centrale et du Sud-est ; un choix libre venant de peuples libres ; un choix qui - fait rare pour cette partie du monde - n'est ni importé, ni imposé !

Plus que quiconque, nous, les peuples de cette région, connaissons le prix que Serbes, Albanais, Bosniaques, Croates et Macédoniens, avons payé tous ensemble durant cette dernière décennie : des conflits interethniques sanglants, une intolérance intra-religieuse, des frontières instables, des sociétés fermées se

vouant une haine irrationnelle, une stagnation économique et sociale, une forte hémorragie des énergies et des capacités humaines, un manque d'investissements étrangers et, pire, un statu quo et une perte de temps, temps précieux pour le développement, pour le processus de l'intégration euro-atlantique.

Pour la première fois dans l'histoire des Balkans, la graine des dictateurs, dinosaures des temps et des idéologies totalitaires, a disparu. Le ventre qui les a produit n'est plus fertile, mais la vigilance est de mise. Pour la première fois dans l'histoire des Balkans, le dernier de ses dictateurs se trouve sur le banc des accusés pour crimes contre l'humanité. Ceci est un précédent qui marque un tournant dans notre histoire commune : la culture de la justice a triomphé de la tradition de la violence et de l'injustice, la tolérance a triomphé de l'intolérance, les Droits de l'homme ne sont plus une rhétorique vaine, mais un système de valeurs inaliénables.

J'ai rappelé tout cela pour mettre en évidence le monde qui nous sépare du passé : peu, certes, en termes d'années écoulées mais bien davantage en termes d'investissements positifs communs.

La coopération régionale - le premier pas vers l'intégration européenne

La coopération régionale est aujourd'hui un axe fondamental de la politique de tous les pays de la région. Elle se trouve en tête de nos agendas et constitue l'une des priorités absolues de nos gouvernements. Je ne représente certes que l'Albanie, mais je peux me permettre de parler dans le pluriel qui compose nos efforts communs et qui s'impose par la réunion de notre volonté, de nos efforts et de nos priorités. Nous avons choisi cette voie comme l'unique option réaliste pour promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité, contre toutes frustrations et paranoïas nationalistes.

La réalité des Balkans intégrés va dans le sens de la construction européenne. N'oublions pas qu'il fut un temps où la civilisation européenne a germé dans nos

contrées balkaniques. A cette identité jamais reniée, nous voulons ajouter les transformations profondes survenues partout dans la région. L'idée d'une région balkanique où les pays coopèrent de plus en plus étroitement entre eux est sans doute, non seulement, un préalable mais aussi un facilitateur vers l'intégration européenne. Les plus hauts responsables européens n'ont-ils pas, à juste titre, déclaré à maintes reprises que l'Europe ne serait pas complète sans les pays des Balkans ?

Les accords sur le libre échange, la création des infrastructures régionales et paneuropéennes comme le Couloir 8, le Couloir Adriatico-Ioanien, le Couloir 10 etc., le marché énergétique régional, la création de l'espace régional commun pour la libre circulation des personnes, des marchandises, des capitaux et des idées d'après le modèle Schengen, le développement d'un marché du tourisme régional, la lutte systématique et en concertation contre le crime organisé transfrontalier : tous ces éléments composent le tissu de la coopération régionale, de cette prise de conscience pour l'importance fondamentale des relations multilatérales.

Des hommes d'Etat comme Schuman, Adenauer et de Gasperi, qui ont jeté les fondations de l'Union Européenne, ont compris que les pays européens, épuisés par deux guerres mondiales, ne pouvaient sortir du cercle vicieux de la haine et de la destruction qu'en se donnant la main et en regardant vers l'avenir. Je suis certain qu'on peut trouver dans les Balkans des hommes et des femmes, porteurs des nouvelles valeurs de nos sociétés qui reflètent la réalité et dont le seul but est d'emmener les pays de la région sur le chemin de la prospérité et de l'intégration.

Nous avons aujourd'hui une chance historique de prouver que nous sommes capables de construire un avenir européen pour nos peuples. Notre projet européen est trop important, à nous tous, pour que nous nous permettions le luxe douteux de laisser l'histoire se répéter. C'est cela qui explique notre insistance, que certains voient comme impatience, pour rejoindre l'Europe.

Nous n'avons pas besoin d'inventer de nouveaux modèles. Le modèle existe : nous n'avons qu'à l'adopter et le mettre en place. Il faut que les citoyens de nos pays sachent orienter leur sociétés, et les jeunes en particuliers, vers les meilleures valeurs de la civilisation occidentale - la démocratie, l'Etat de droit et le respect des différences. D'où l'importance capitale que mon gouvernement accorde à la coopération régionale.

Le marché balkanique rassemble plusieurs millions de personnes et il est doté d'une main-d'œuvre qualifiée et d'une riche force intellectuelle. Il est certes inimaginable que nos petites économies nationales puissent faire face au grand Marché européen et au marché global, sans s'intégrer d'abord entre elles. C'est précisément pour cela que nous en avons fait notre cheval de bataille dans nos relations avec nos voisins. C'est pour cela que je suis optimiste, et c'est peut-être un de mes défauts, mais je pense que nous sommes sur la bonne voie. L'espace de libre échange qui englobe toute la région est là et les résultats ne se sont pas fait attendre.

Permettez-moi de m'arrêter en particulier, à ce stade, sur une idée qui me tient au cœur : Il est clair qu'un marché régional uni serait fantomatique s'il n'avait pas pour fondement la libre circulation des citoyens, des idées et des biens. Alors que nos pays s'efforcent chacun de leur côté d'obtenir, pour leurs ressortissants, la libre circulation dans l'espace Schengen, nous ne sommes pas encore parvenus, à ce jour, à créer un espace de libre circulation entre nos pays. En 1989, nous avons abattu notre partie du mur de Berlin mais certaines de ses ruines nous empêchent encore d'avancer aujourd'hui. A titre d'information, je voudrais rappeler qu'à propos de la situation socio-économique de la région au 18^{ème} siècle, les historiens de l'Empire Ottoman ont plusieurs fois martelé les bienfaits de la libre circulation des paysans dans l'Empire, ce qui influençait sensiblement leur situation économique. Cela s'explique tout simplement parce qu'à l'époque, il n'y avait pas de frontières entre Dubrovnik et les rives du Tigre et de l'Euphrate! Voilà un défi qui nous attend : rendre nos frontières moins

conventionnelles, point de rencontre pour nos citoyens et leur activité créatrice bénéfique à nous tous.

Le gouvernement albanais a plaidé clairement et sans équivoque pour la mise en place d'une série d'accords que nous avons baptisée « Schengen balkanique », et nous espérons trouver la même volonté chez l'ensemble de nos partenaires régionaux - ce qui à ce jour n'est pas acquis. Il suffirait de penser un seul instant au souffle géant que l'Europe a acquis, précisément par cette libre circulation des personnes, des capitaux et des idées, pour imaginer l'énergie extraordinaire qui se dégagerait par la mise en place d'un espace commun de libre circulation et qui offrirait aux hommes d'affaires, aux gens de culture et d'idées, aux scientifiques aussi bien qu'aux artistes des pays de la région la possibilité de communiquer sans barrières. Les Balkans sont un ensemble régional qui a vocation à être uni. Les détails techniques ou les lenteurs administratives, lorsqu'elles ne dissimulent pas un manque de volonté politique, ne doivent aucunement aller à l'encontre de la volonté des citoyens, où qu'ils se trouvent dans la région. Nous l'avons vu : ce ne sont pas les frontières qui combattent le crime organisé ou d'autres activités illicites mais bel et bien une bonne coopération à tous les niveaux : au niveau politique, au niveau policier, au niveau des services de renseignement, au niveau de la justice, d'abord dans chaque pays, mais aussi entre nos pays tous ensemble. J'aimerais dire qu'il nous faut une justice plus harmonieusement organisée pour combattre le crime organisé.

L'intégration européenne : un processus irrévocable

Les peuples des Balkans ont le droit d'être heureux et ils réclament à leurs dirigeants leur part de bonheur. C'est parce qu'ils ont définitivement tiré les leçons du passé qu'ils ont ouvert le livre de l'avenir. Il n'est pas inutile de rappeler que pour la première fois dans l'histoire des Balkans, tous les dirigeants des Balkans ont été démocratiquement élus. Chez nous la démocratie n'est plus la nouveauté ! Elle est la réalité.

Force est de constater qu'à des degrés divers, tous les pays de notre région ont engagé des processus d'intégration historiques, incontournables et irrévocables. La Croatie commencera bientôt les négociations d'adhésion à l'UE. La Macédoine a conclu l'Accord de la Stabilisation et d'Association et, récemment, elle a, à son tour, déposé une demande d'adhésion. La Serbie et le Monténégro, ensemble avec la Bosnie-Herzégovine, attendent « le feu vert » pour entreprendre le processus institutionnel, afin se rapprocher davantage de la famille européenne, cette « terre promise » de nous tous !

Quant à mon pays, l'Albanie, elle s'apprête à conclure les négociations, signer l'Accord de la Stabilisation et d'Association au cours de cette année et déposer ensuite sa demande d'adhésion. Il existe pourtant sur l'Albanie, peut-être plus que sur d'autre pays, un certain voile de méconnaissance et qui contraste pourtant et ouvertement avec le rythme, le dynamisme et la marche accélérée du pays vers l'avenir. Nous sommes pleinement conscients à la fois des défis qui nous attendent et des efforts soutenus que nous devons fournir. Nous savons que plus doit et peut être fait dans certains domaines. Mais cela ne doit nullement voiler le regard sur les changements profonds ou sur la transformation, et encore moins ralentir le train de l'intégration. Mon optimisme, politique et humain, qui n'est pas seulement le mien et que j'aimerais partager avec mes homologues de la région et vous tous ici également, m'amène à dire et souhaiter que le 25^{ème} anniversaire de la chute du Mur de Berlin (9 novembre 1989) nous trouve tous ensemble dans la grande Europe, cette famille dont nous nous sommes jamais séparés, ni spirituellement ni culturellement, même au plus dur de notre période obscure.

Le Kosovo fait également partie de ce processus d'intégration. Certes, tout n'y est pas encore réglé, mais nul ne peut mettre en doute l'enracinement de la démocratie et le fonctionnement des institutions. Les élections l'ont prouvé plus d'une fois. Pourtant le temps presse et nous devons faire en sorte que l'impatience grandissante ne mette pas en péril les acquis. « Les normes avec le statut » semble être *la* formule qui pourrait faire la différence, mobiliser les

énergies, fédérer les esprits et ouvrir, à terme, la voie au Kosovo et à tous ses citoyens, vers Bruxelles. Les événements de mars dernier nous ont plus que mis la puce à l'oreille, et toute indifférence est à exclure. Mais je demeure convaincu que la classe politique kosovare a acquis la maturité nécessaire que réclame une vision et une orientation clairement euro-atlantiques.

Notre approche de l'Europe se soumet à une dialectique bipolaire qui est liée aux évolutions qu'a connues notre région, mais aussi à celles qui ont lieu dans l'espace communautaire. L'élargissement historique aux dix nouveaux pays membres le premier mai 2004, pays dont la plupart venaient de l'ex-bloc socialiste, a effacé une fois pour toutes une bonne partie du Mur de Berlin. L'autre partie sera définitivement balayée quand nous, les autres pays, ferons partie de la carte politique de l'Union Européenne. Il ne s'agit plus d'un rêve, mais d'une réalité sous la forme d'une mosaïque incomplète, mais qui prend forme de jour en jour. Nous tous, membres de l'UE ou pays aspirants, nous avons un devoir historique, un « devoir de mémoire » et comme on l'a si souvent répété, il se réalisera le jour où les pays des Balkans seront membres de l'UE.

Pour terminer, paraphrasant une expression d'un éminent homme politique, je voudrais vous dire qu'aujourd'hui, notre région génère plus de projets et d'initiatives que ce qu'elle est capable d'assimiler. Notre région est devenue désormais un marché attractif pour les investisseurs étrangers et les grandes entreprises. Cette attirance s'avérerait incomplète si l'ensemble des valeurs humaines, intellectuelles et culturelles que possède notre région ne serait pas pris en compte. Ce sont des valeurs qui, dans leur diversité, ne demandent qu'à s'intégrer dans le grand lit des valeurs européennes. L'Albanie est bien résolue à continuer dans ce sens.